



## “ MONDO CANE , ,

Il y a quelques années, à l'aéroport de New York, au moment où un avion de transport venait de prendre son vol, on vit s'élaner sur la piste un jeune homme hors de lui qui criait : —Faites-le redescendre!... J'ai mis une bombe dans la carlingue!

On fit redescendre l'avion, on trouva la bombe et le jeune homme avoua qu'il avait voulu ainsi tuer sa mère qui se trouvait à bord, parce qu'elle avait contracté à son bénéfice une forte assurance. La salutaire crise de conscience du fils dénaturé mais humanitaire avait sauvé la vie des passagers.

Dans la crise de Cuba, volcan chargé de missiles soviétiques capables d'anéantir un continent, la position de M. Khrouchtchev nous semble plus précaire encore que celle du jeune américain. Celui-ci, du moins, conjura la catastrophe de sa propre initiative, tandis que M. K., démasqué par les photos des avions de reconnaissance américains, a été pris en flagrant délit et a dû accepter, bon gré mal gré, les propositions raisonnables du Président Kennedy.

Selon la presse de gauche, au sortir de la crise de Cuba, le leader soviétique serait « **le... sauveur de la paix** », « **l'homme qui a évité la guerre nucléaire** » une sorte de Jésus moderne, en somme, qui a sacrifié, pour le bien de l'humanité, sa propre personne et le prestige de son peuple. Et, à entendre, à la TV italienne, le chef du parti socialiste, il s'en fallait de peu qu'on ne propose la candidature de M. Khrouchtchev au prix Nobel pour la paix.

À fond, à quoi se réduit la crise de la Mer des Caraïbes? Cuba est la plus grande et la plus riche des Antilles, elle s'est affranchie de l'occupation espagnole en 1902 et a conquis la même année son indépendance avec l'aide des Etats-Unis. Nombreuses ont été au cours de son histoire les révolutions sanguinaires : 1868, 1879, 1895, 1924. La dernière est celle de Fidel Castro qui avait conquis, au début, les sympathies de tous. Mais le chef des « barbudos » s'était bien gardé de déclarer qu'il n'était qu'un simple agent du Kremlin et que la guerre civile qui l'a porté au pouvoir, bien loin de sauver le peuple cubain de la dictature de Battista, l'enchaînait à la dictature bien pire et bien plus terrible de Moscou.

Dans la lutte pour la domination du monde, les soviétiques ont trouvé, aux portes de l'Amérique, un grand territoire — environ 115.000 Km<sup>2</sup>, — avec une population inerte terrorisée par les méthodes soviétiques, et où M.K. a pu faire le pluie et le beau temps comme chez lui, installant ses jouets atomiques et ses rampes de missile, tout un matériel belliqueux dont la mise en place définitive, si elle n'avait pas été interrompue à temps, aurait suffi à déchaîner la troisième guerre mondiale. Quand, une fois pris les mains dans le sac, il a été invité à faire ses valises et à s'en retourner chez lui, il n'a pu que baisser la tête et obéir. Tels sont les faits. Voilà comment est né le... pacifisme de Khrouchtchev, « l'homme qui a conjuré la guerre ». Voilà « le Sauveur ».

En réalité nous vivons en des temps cruels, nous sommes guidés par des hommes politiques de stature bien modeste et même si la crise de Cuba a été surmontée, avec de tels hommes et la mauvaise foi qui les inspire, nous devons nous attendre à pire. Et le pire, nous l'avons déjà vu : un autre « pacifiste », Mao Tse Toung, a massacré gratuitement quelques milliers d'Indiens. Pourquoi commencer cette guerre contre l'Inde? Et pourquoi cesser le feu sans plus de motif apparent? A quoi a servi ce dernier attentat contre un peuple pacifique et désarmé? Voilà le monde que nous offre le communisme. Un... « mondo cane ».

**Horia Roman**

# MOUVEMENT EUROPEEN

## PRESIDENTS D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE-Kalergi, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMANN, Paul Henri SPAAK.

**Président.** M. Maurice Faure.

**Vice-Président.** sir. Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

**Secrétaire Général:** Robert van SCHENDEL.

## CONSEIL INTERNATIONAL

**Membres:** délégués des organisations internationales et nationales adhérentes.

## BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

**Prident:** M. Maurice FAURE.

**Vice-Président:** sir. Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

**Membres:** M.A. ALERS, Baron BOEL, MM. Georges BOHY, Alfred BOREL, René COURTIN, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Lord GLADWYN, MM. John MYND, F. JOCKIN, E. MAJONICA, René MAYER, J.H.C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, André VOISIN et Terje WOLD.

**Secrétaire Général:** Robert van SCHENDEL

## CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

**Président:** M. Georges BOHY.

### 1. Organisations membres du Mouvement Européen.

#### A. Internationales:

Associations Européenne des Enseignants . . . . .	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste . . . . .	
Président du Comité Fédéral . . . . .	Henri BRUGMANS
Président du Comité Executif . . . . .	André VOISIN
Conseil des Communes d'Europe . . . . .	Henry CRAVATTE
Conseil Parlementaire du Mouvement Européen . . . . .	Georges BOHY
Ligue Européenne de Coopération Economique . . . . .	Baron BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Une . . . . .	René DREZE
Mouvement Gauche Européenne . . . . .	André PHILIP
Nouvelles Equipes Internationales . . . . .	Théo LEFEVRE
Union des Résistants pour une Europe Unie . . . . .	Jean KREHER

#### B. Nationales:

Conseil allemand, autrichien, belge, britannique, danois, français, grec, irlandais, italien, luxembourgeois, néerlandais, norvégien, suédois, suisse, turc; comitée albanais, bulgare, hongrois, polonais, roumain, tchécoslovaque et des pays baltes.

### II. Organisations associées au Mouvement Européen.

Organisations européenne de la C.I.S.L.

Bureau Syndical Européen - C.I.S.L.

## INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) . . . . .	Denis de ROUGEMONT, Directeur
Collège d'Europe (Bruges) . . . . .	Etienne de la VALLEE POUSSIN
Commission de l'Europe Centrale et Orientale . . . . .	Henri BRUGMANS, Recteur

## SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

Bruxelles, 4, avenue d'Auderghem,, 57 1 - tél. 35.01.94

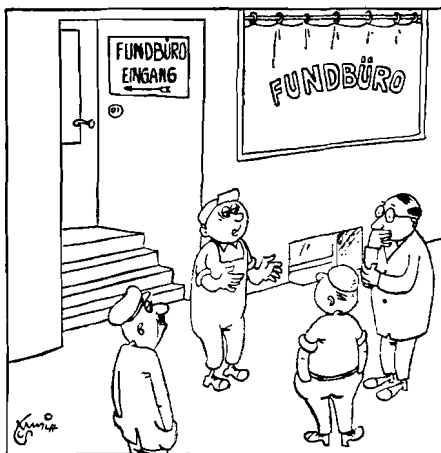


ENGLISH SUPPLEMENT OF THE REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

HUNGARY

The «Euro» agency has extracted the following not from a «reactionary» newspaper, as might be thought on first perusal, but from the Sept. 16, 1962 edition of the Budapest communist organ «Nepszabadsag»:

«Kornel Pelach will never forget that night in July 1950: he was told that word with him was desired and that he would be accompanied home again in an automobile... The next morning his wife Maria went to the police hut was politely sent on her way. No one in the factory was aware of anything. Then an article appeared in the newspaper, reporting that many trade-unionists had been labeled "traitors of the workers and paid minions of the imperialists"... Maria was compelled to attend a meeting in which it was announced that her husband "must be expelled from the party"... In another meeting he was deprived of the position she held in the rank and file organization. She was transferred to another department, and in the end she too was expelled from the party. At first Pelach thought that he was the victim of a crass error, that sooner or later this would be detected and that he would be released. Then he discovered that he was not the only innocent one in prison. There were many, and the guards were not even aware of the identity of those wearing the prisoners garb: perhaps some of them muttered that everything was not quite as it should be, but they all held their peace. The number of erstwhile comrades grew and grew. There were no newspapers, nor was it allowed to write or receive letters. No visitors



Outside the lost-and-found office, a worker cautions his comrades: "Wait a minute. If we want to get it back, we'll have to be able to describe it. Does anyone know what our New Technical Plan looks like?"

Berliner Zeitung (East Berlin)

were permitted to enter the prison and no news from the outside penetrated... If they had at least questioned him, he would have known why he had been imprisoned, and this would have brought him some relief. But the longed-for interrogation did not take place until two long years had elapsed, in the summer of 1952, and not even this served to clear things up. On the contrary, more questions besieged him than ever before. "Here is this counterevolutionary criminal; therefore there cannot have been any counterevolution outside; but then what are we communists doing here?". The various smugglers, spies, and e-gendarmes who were included among his fellow inmates lost no opportunity to taunt the innocent wores imprisoned with them: "you see

what kind of a regime you have; was this worth fighting for? Now you have seen the gratitude of your comrades!". In the long quiet evenings, the comrades recounted their life stories, analyzing even their most insignificant actions, in the endeavor to discover some reason why they should have been suspected and thrown into prison... ».

POLAND

The «Monitor Polski» (No. 56) printed a concise and significant ordinance under the name «Ordinance of the President of the Central Office for the control of the Press, publications and amusement» about the circulation of newspapers. The ordinance reads: «The American magazine 'Life', published in the United States cannot be sold in Poland».

## ACEN OBSERVES HUNGARIA

Two U.S. Senators and a Congressman, as well as the former President of Argentina and a Representative of the President of the Revolutionary Council of Cuba were among the guest speakers at a commemorative meeting of the Assembly of Captive European Nations today at the Carnegie Endowment International Center in New York. The meeting was dramatized by the fact that it came in the wake of President Kennedy's dramatic action against Soviet militarization of Cuba.

The anniversary meeting began with the playing of the American and Hungarian national anthems. M. Constantin Visoianu, acting as President by rotation, opened the meeting emphasizing:

"...If the slightest sign of effective solidarity with the heroic struggle with the Hungarian people (in 1956) had come from the great Western democracies, everywhere in the captive nations, from the Baltic Sea to the shores of the Black Sea and the Adriatic, the sacred fire of liberty would have burst out and the Soviet empire would have been shaken to its very foundations". He also warned against the tendency in the West to accept the **fait accompli** achieved through Soviet maneuvers and aggression because this cannot continue "without great consequences for freedom and for peace". In conclusion, Mr. Visoianu asked the Assembly to rise in memory of the victims of the Revolution.

He then introduced the first guest speaker, General Pedro E. Aramburu, the former President of Argentina, a great friend of the captive nations whose representatives had visited him while he was in office and were assured of both his and his people's warm support of their cause.

M. Aramburu extolled "small but glorious Hungary", where people were determined to expel from their land the jailers of humanity. He said that "a small Hungary lives in each of our hearts". In East Europe, General Aramburu said, heroic men and women await the opportunity to rise against their oppressors. He expressed his heartfelt desire for

their "early and justified liberation".

Turning to ACEN, General Aramburu said that: "You have the obligation to awaken the passive and make them aware of their responsibility". He stated that he appreciated the invitation to address the Assembly and the opportunity of encountering, through ACEN, the millions of oppressed people. Americans, he said, realize the fate of East Europe more intensely ever since Cuba was devoured by the Red imperialists.

The next speaker was **Dr. Martin B. Dworkis**, professor, New York University. Professor Dworkis lined up behind President Kennedy's decision to quarantine Cuba and expressed the hope that the Communist powers now realize the dire results that would follow if they continued their intransigence.

**Dr. Ernesto Aragon**, representing **Dr. Jose Miro Cardona**, President of the Revolutionary Council of Cuba, presented a message from the latter. The statement backed the decision of President Kennedy and said that the blockade was only a first step to liberation. All Latin American Presidents had been asked to support the American President. He insisted that all Latin American Republics are obliged to repel the new threat to them and to take all necessary measures to protect their own security. He stressed the isolation of Castro's regime was not enough and had to be followed up by armed action. He called this the only way Cuba could be liberated. In conclusion, he said that the Revolutionary Council of Cuba asked all exiles to continue their struggle for the liberation of their countries.

**Mr Seymour Freidin**, Executive foreign News Editor of the New York Herald Tribune and author of the latest book on Captive Europe, **The Forgotten People**, an eloquent eyewitness of the Hungarian Revolution, said that Hungary will never be forgotten as long as man is writing History. He warned against forgetting the captive people who have an absolute right to self-determination. Turning to the Cuban developments,

he said that since the United States has awakened to Communist danger, he was confident about the outcome of the struggle, because Americans have at last begun to understand what is at stake.

**Mr. Sander Kiss**, Hungary, was the rapporteur on the Report "Hungary - Six Years After the 1956 Freedom Revolution". The Rapporteur recounted the events of the 1956 Revolution and recalled the main demands of the Hungarian revolutionary students for withdrawal of Soviet troops and free elections. Today, colonial rule, he said, is maintained in Hungary by 80,000 Soviet troops permanently stationed there. He strongly criticized suggestions for dropping the Hungarian Question from the U.N. agenda, since, without U.N. concern for Hungary, there would have been no improvement of the lot of the Hungarian people. In conclusion, he urged the free world to listen to the message of the captive peoples "before it is too late".

**Mr. Bernard Yarrow**, senior Vice-President of Free Europe Committee, praised the positive action of the U.S. President and said that the entire country stood firmly behind him. In his opinion, he emphasized, the long-awaited liberation of East-Europe must come now.

U.S. Senator **Kenneth B. Keating**, said, "the courageous action of the people of Hungary must not only be a source of eternal grief to us, but also, it must be a continuing inspiration and challenge to the free nations of the world to tell the story of Communist perfidy and to work unceasingly for the ultimate freedom and redemption of these captive peoples". He called East Europe the Achilles heel of Moscow, emphasizing that the Kremlin "must also know that in any crisis that might arise, whether of their doing or of ours, the peoples of these nations will not be Communist slaves or loyal supporters of Russian aggression". Instead, they will be determined and resourceful souls prepared to seize the opportunity of an international crisis to rebel against the warlords of the Kremlin. The Sena-

## N REVOLUTION ANNIVERSARY

tor regretted that the U.S. government in the present crisis " has not emphasized the position of the captive nations more vigorously ". He explained, " if Berlin is a hostage for the Soviets, then surely the peoples of Eastern Europe are a hostage

U.S. Rep. **Cornelius E. Gallagher**, member of the House of Foreign Affairs Committee, said, "... massive Soviet military intervention — in 1956 — exposed the lie of Communist propaganda that the Hungarian People's Republic was a Republic of, for, and by the Hungarian people. What the Hungarians did by their heroic strike for freedom, was to shake the confidence that the Communists had in themselves. It made them doubt their infallibility and omnipotence. But most of all, it turned loose powerful forces throughout the Communist world, that have contributed to the growing trend toward diversity and diffusion of power within world communism..."

Turning to the current crisis he welcomed the fact that the initiative has passed from Moscow to Washington. He called the greatest danger that faces Russia today, the " desire of freedom that rests in the hearts of the people in the captive nations ". He emphasized that the U.S. is " doing more than talking — we are acting ". He urged that the problem of captive Europe be placed on the agenda of the U.N. and emphasized that the free world must make the new nations aware that " freedom for the Eastern European nations is just as precious as the freedom they themselves desire ».

U.S. Senator **Jacob K. Javits** said that the Hungarian patriots should not have died in vain, but should have taught us something. He went on to point out that, " the risks we took in regard to Cuba are less than they would have been had we stood still ". He warned that the second crisis might be expected now and it may come in Berlin, Turkey or Asia. Berlin, he said, is as critically important as Cuba, because Berlin represents hope for all Central Europe.

The real confrontation, he continued, between communism and freedom, is on the issue of good faith. After the Presidents' speech the falsehoods, of Moscow with regard to Cuba and other matters in the past have now clearly been exposed. He said that the world can no longer live with constant deception,, falsehood, and perfidy, and that the world cannot rest unless there are basic internal changes in the Soviet empire. He concluded by calling the steps the U.S. has taken " a road from which there is no turning back ". ACEN, he emphasized, can be of great help now to the common cause of freedom.

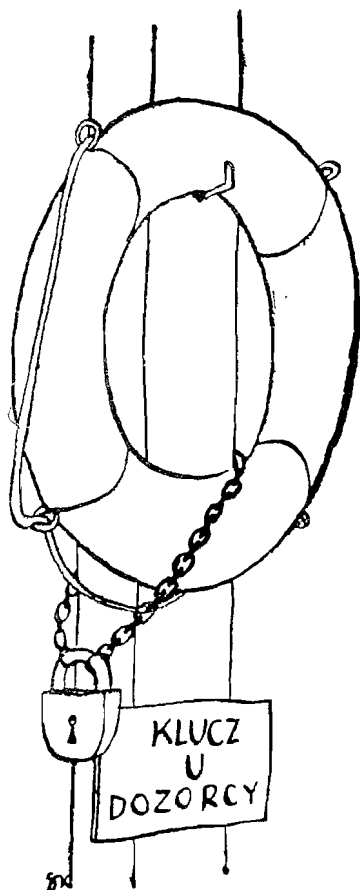
**Msgr. Bela Varga**, Chairman of the Hungarian Delegation to ACEN, emphasized that the blood of Hungary was sacrificed not only for Hungary, but for all the captive nations. He praised the contribution of ACEN to the cause of freedom.

The rapporteur, **Mr. Sandor Kiss**, introduced the Declaration on the Hungarian Revolution Anniversary. It was unanimously approved. The Declaration appealed to the United Nations:

(1) to reject the credentials and expel the Hungarian Communist delegation as having been appointed by a regime placed in power by the Soviet Army against the will of the Hungarian people;

2) to adopt all necessary measures in order to pave the way for the implementation of the Resolutions of the General Assembly on the Question of Hungary;

3) to demand that the Soviet Union and the Hungarian puppet regime immediately release all Hungarian political prisoners and restore the basic human rights to the Hungarian people.



"The captain has the key."  
Polityca (Warsaw)

for the West, because the Communists know only too well — what our own government sometimes ignores — that the peoples of Eastern Europe will take the first chance they can find or make to break away from Soviet domination".

## FOR OUR FRIENDS

All correspondence and eventual requests to collaborate with «European Bulletin», should be sent to the following address:

KALEIDOSCOPE



A Prague comment on factory pilferage. The guard advises the worker to conceal his loot under some rags to avoid being caught. *Dikobraz (Prague)*

HUNGARY

The Hungarian daily « Esti Hirlap » reports: «...The housing crisis in the suburbs of Budapest is worse than that of the city itself because in the suburbs there has been no construction worth mentioning... The migrated workers lived in furnished rooms or merely rented beds. Here all rooms are rented, even basements and laundry rooms. One bed costs as much as 100 to 105 forints a month and rooms go at from 200 to 300 a month. Often five years in advance in asked... The overpopulation in the suburbs increases hand in glove with that of Budapest: the workers of the suburbs not only work in Budapest but also do their shopping there. The increases the overcrowding of the streets, the schools, the hospitals and amusement centers... Since half of all Hungarian industry is concentrated in Budapest the factories ask for workers from the provinces. Many factories hire workers from as far as 70 kilometers away. The only way to cut down the influx of workers is to promote the building of factories in the provinces ».

\* \* \*

The Hungarian juridical magazine « Magyar Jog » recently published a resume of a meeting of the Cham-

ber of Lawyers of Budapest. Statistics show that the number of the legal profession is constantly declining. This is true of all Hungary and particularly of Budapest. With the gradual disappearance of the legal profession — it is hardly necessary to point out — formal guarantees of justice, the foundation of civilized society, are also diminished. But this does not seem to worry the communist authorities, busy as they are in the realization of true social « justice ». From 1949 on Hungarian lawyers have been the victims of continual purges. In 1949, in fact, 2,419 lawyers practised in Budapest. By 1957 the number had fallen to 1,288. The repression of the revolution in 1956 had been an excellent opportunity to wage war against this profession, and in the eighteen months between June of 1957 and the end of 1959 the number of lawyers fell to 708,247 of whom had already passed their sixty-fifth year. As is known, the individual practicing of the profession has been done away with, and lawyers may accept cases only if they belong to «work communities». In december, 1960 there were 54 of these: one year later there were only 40. Needless to say, this situation greatly affects the young lawyers entering the profession. For decades the number of young lawyers practicing had represented

about 15 per cent of the total. It is now reduced to four per cent. On June 30, 1957, eighty six practicing lawyers belonged to the Budapest Chamber, but by the end of 1960, 48, of these had withdrawn. On the other hand, the Budapest courts consider about 30,000 penal cases annually, as well as about 9,000 civil cases. These must all be handled by the 708 lawyers practicing in the capital, with what advantage for the parts in cause and for justice it is only too easy to imagine.

EAST GERMANY

The Germany trade union association « D.G.B. » lodged a request with the communist government of East Germany that the documents relative to the crimes committed by ex-Nazis be made available. There are still numerous exponents of Nazi organizations who hold down posts in East Germany, and with regard to whom it is difficult to conduct an investigation on their past activity in view of the fact that the government of Bonn has been unable to obtain the necessary information. The German communist authorities refused to adhere to the request of the Executive Committee of the German Association of Trade Unions to furnish documents and proof of the guilt of individuals suspected of having carried out Nazi activity during the regime of Hitler.

Vatican II, le concile de l'Europe qui s'unit

## *L'Eglise unificatrice, Mater et Magistra du monde occidental?*

Nul n'aurait pu prévoir, peut-être, la résonance du Concile Œcuménique convoqué par Jean XXIII. Quelques semaines après son ouverture il apparaît clairement qu'il intéresse non seulement *tous les croyants*, à quelque confession qu'ils appartiennent, mais aussi, ce qui est plus significatif, les *incroyants*. En acceptant la participation, aux travaux, des observateurs des autres confessions chrétiennes, en déclarant explicitement qu'il attendait de ce Concile un rapprochement et peut-être les prémices d'une unification des églises chrétiennes, en acceptant de prendre en considération les points de vue d'hérétiques que l'Eglise eût jadis condamnés au feu du bûcher, l'Eglise Romaine a manifesté pour le moins, une tendance à marcher de pair avec les progrès que la pensée humaine a accomplis ces dernières années dans le domaine de la science, et à accepter, dans la mesure où les dogmes de la foi le lui permettent, le libre examen.

Si le Saint-Père a montré clairement qu'il était hautement désireux de concilier la doctrine catholique avec les orientations nouvelles de la pensée et du progrès scientifique, et de « réconcilier » les croyants et les hommes de bonne volonté, il n'en est pas moins vrai qu'à ce point de vue l'Eglise aura beaucoup à faire: longtemps renfermée dans la rigidité doctrinale, il faudra qu'elle renonce à bien des dogmes et des formules dont les Evangiles ne portent d'ailleurs pas trace.

D'autre part, cette évolution, dont Jean XXIII a senti la nécessité à la suite d'une inspiration providentielle, semble logiquement inéluctable: dans une Europe en voie d'unification, et où la religion dominante est le catholicisme, celui-ci ne pourra que tirer un renforcement de son rayonnement d'une unité morale

et matérielle enfin réalisée. Mais encore faut-il que l'Eglise accueille « maternellement » les tendances et les courants disparates de pensée qu'une longue histoire tourmentée a laissés en héritage à tant de peuples et de nations diverses. En face d'un monde soviétique compact dans son union idéologique, fortement engagé sur la voie du progrès scientifique, mais totalement dépourvu de souci et d'élan idéaliste et spirituel, l'Eglise peut et doit assumer avec décision le rôle qui a lui été dévolu depuis l'aube de l'histoire moderne: celui de la principale autorité morale de l'Occident, la véritable Mater et Magistra du monde, mais à condition d'éliminer des intransigeances et des anachronismes qui furent jadis pour elle des armes de défense mais qui seraient aujourd'hui les instruments de son échec.

### Les fidèles et la liturgie

Le Concile est déjà — dit-on à Rome — une réussite. Du moins peut-on déceler dès ces premières semaines, une ferveur et un élan qui permettent tous les espoirs. Dans le détail, on signale que la grande liberté de parole et d'exposé qui a été accordée aux pères, permettent de découvrir dans les communautés chrétiennes, des différences et des affinités qui ne vont pas sans surprendre les mieux avertis. On parle aussi beaucoup de l'activité du Secrétariat pour l'Unité des Chrétiens qui, fait significatif, vient d'être élevé au rang de Commission. Catholiques et Chrétiens séparés y abordent en commun l'étude des « schémas » et cherchent à surmonter les difficultés qui se présentent en allant dans le même sens.

### L'épiscopat

L'un des problèmes qui tend à prendre de l'ampleur est celui qui concerne l'épiscopat pour lequel on voudrait l'octroi de plus

larges pouvoirs. Beaucoup d'évêques voudraient récupérer la plénitude de leurs pouvoirs dans le cadre des assemblées régionales ou continentales. On aboutirait à une certaine émancipation qui rendrait à l'Eglise, sans rompre les liens avec le Souverain Pontife, son visage d'autrefois et lui permettrait de résoudre plus agilement les problèmes extrêmement divers qui se posent aujourd'hui. A titre d'exemple, on peut citer à ce propos, le cas des jeunes Eglises africaines qui ont à affronter des situations d'une extrême diversité provenant de leurs différences ethniques, linguistiques, ou de leurs attaches européennes originelles. Or, elles ont démontré leur vitalité en faisant preuve d'une cohésion méritoire: leurs épiscopats sont groupés autour d'un secrétariat commun que préside le cardinal Rugambwa (Tanganyka), le premier cardinal noir de l'histoire de l'Eglise. Si l'on pense que le nombre des évêques d'Afrique est de 250 environ, parmi lesquels on trouve des prélats français (Alger) écossais, portugais ou malgaches etc., on comprendra la grande diversité des autorités religieuses du continent noir et la complexité des problèmes qui se posent dans des diocèses situés à des latitudes ou longitudes fort éloignées les unes des autres et dans des territoires où la civilisation passe par tous les degrés.

### Les premiers travaux

Mais le problème qui intéresse la foule des croyants « séculiers » est celui qui se pose depuis plusieurs années aux hautes autorités ecclésiastiques, et que Pie XII avait déjà clairement indiqué quand il fit reconnaître l'existence des instituts séculiers « comme état de perfection » (V. l'article « *L'Opus Cenaculi* » dans le B.E. du mois d'octobre 1962). Tous les pères sont actuellement

# Congrès de la section allemande du Mouvement Européen

(Bad-Godesberg 22 - 23 octobre 1962)

Le 13e congrès annuel de l'Europat-Union Deutschland, association privée de personnes qui travaillent à répandre l'idée de l'intégration européenne, a tiré les 22 et 23 octobre à Bad Godesberg un bilan des derniers mois. A cette occasion les porte-parole des trois partis représentés au Parlement fédéral ont affirmé une fois de plus leur conviction que la poursuite des progrès dans la voie de l'unification européenne ne devait, en aucune façon, porter préjudice à la substance politique et économique des communautés européennes déjà existantes mais qu'au contraire la coopération devait s'établir sur la base de ce qui existe actuellement.

Le président de la CEE, le professeur Hallstein, souligna que le Marché commun avait déjà des tâches politiques à accomplir par exemple dans le domaine de la politique, du commerce extérieur et qu'il fallait à cet effet assurer une coopération harmonieuse avec la Communauté politique de l'avenir.

(Suite de la p. 3)

d'accord sur la nécessité de faire participer plus activement les fidèles à la liturgie. Certains estiment même que tous les croyants, clercs et laïcs, consacrés par le baptême, et la confirmation, forment ensemble le *peuple de Dieu*. Parmi ce peuple, le prêtre a reçu une consécration spéciale, donc une mission spéciale, mais il reste un fidèle parmi les fidèles, comme le Pape et les évêques. Et, dans la liturgie, d'un bout à l'autre de l'office, le laïc doit participer de plein droit au mystère divin. Il faut donc qu'il ait une pensée et une parole, ce qui exige une réforme profonde de la liturgie.

M. Mommer, député et vice-président de la section allemande du Mouvement européen, exposa comment la politique étrangère des membres de la Communauté devait progressivement être harmonisée, coordonnée et finalement intégrée. Toutefois, les problèmes vitaux pour les divers membres, par exemple la question de la réunification de l'Allemagne, ne pourraient être résolus contre la voix du pays intéressé.

Le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. von Brentano, souligna à ce propos l'importance de l'étroite coopération franco-allemande, qui garantit en quelque sorte que l'élargissement de la communauté ne touche pas à la substance des traités existants. Sous cette réserve, M. von Brentano s'est déclaré partisan de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Il en va de même des autres pays européens dont la liberté d'action n'est soumise dans le domaine politique à aucune restriction. Les Etats neu-

tres en revanche devraient se contenter de contrats d'association, dans la mesure où ils tiennent à sauvegarder leur neutralité.

La résolution adoptée à l'unanimité par ce congrès assistaient de nombreux députés du Parlement fédéral demande une fois de plus que le Parlement européen soit élu au suffrage direct. La création de nouvelles communautés européennes pour la politique étrangère et la défense doit se faire « d'après le modèle, les expériences et les méthodes de la Communauté économique européenne avec des Commissions indépendantes, des Conseils des ministres, un Parlement européen élu au suffrage direct et disposant de pouvoirs véritables et une Cour de Justice commune ». En ce qui concerne les relations extérieures de la Communauté européenne, le Congrès demande « l'extension de la CEE à tous les Etats européens, qui se réclament de la démocratie et qui sont prêts à accepter le traité de la CEE dans sa substance politique et économique ».

Cette résolution souligne également la nécessité pour la CEE d'être le partenaire des Etats-Unis et demande que « conformément à la responsabilité qui est celle de la CEE en sa qualité de plus grande puissance commerciale du monde la politique commerciale suivie soit assez libérale pour être conforme tant aux intérêts de la Communauté qu'à ceux des pays tiers. Un mémorandum complémentaire fait des propositions concrètes et détaillées sur la mise au point progressive d'une politique étrangère européenne qui serait déterminée par une commission indépendante de la Communauté le Conseil des ministres et le Parlement européen.

A. Gini

## A propos du MEC :

## PERSPECTIVES D'AVENIR ET PROGRAMME

Le succès du Marché Commun a été si rapide — pour ne pas dire inattendu — qu'il a sans doute dépassé les prévisions de ses artisans lesquels doivent affronter aujourd'hui des problèmes qu'ils n'avaient pas osé envisager. Voyons quel était le programme originel, dans ses directives essentielles, et quelles sont les questions qui viennent se greffer sur ce canevas primitif.

## Les étapes prévues du MEC

La première était l'union douanière. La seconde prévoit l'union économique qui doit mener à la suppression complète des frontières. C'est celle que nous traversons actuellement. La troisième et dernière étape qui doit commencer en 1965 doit voir l'union complète des politiques économiques avec une monnaie pratiquement commune.

Bien entendu il s'agit là d'un schéma théorique conçu pour l'union des Six. Avec le développement de l'institution et l'entrée d'autres membres il devient indispensable d'envisager dans le détail le plan des travaux du MEC. C'est ce qu'a fait le vice-président du MEC, M. Marjolin, dans un memorandum qu'il a présenté dans les derniers jours d'octobre et dont nous empruntons le résumé à l'article publié dans le « Figaro » du 30 octobre.

## Vers l'union politique

Quels projets apporte le memorandum?

Une liste, même sommaire, permet d'apercevoir l'importance et la variété des sujets traités et d'alerter les intéressés qui

voudraient s'informer davantage.

Le 1er janvier 1967 devrait être réalisée l'élimination totale des droits de douane intérieurs à la Communauté, des taxes équivalent à ces droits, des contingents tarifaires réservés à un seul pays, l'unification de différentes règles douanières, la mise en place complète du tarif extérieur commun.

Des mesures seraient prochainement proposées pour supprimer totalement, à l'intérieur du Marché commun, le système des licences, pour coordonner les contrôles et règlements qui équivalent à des contingents d'importation ou gênent les échanges, pour substituer à la priorité des nationaux sur le marché de l'emploi une priorité communautaire, pour étendre la liberté d'émission des valeurs mobilières et d'obtention de prêts bancaires, pour trouver des solutions communautaires aux problèmes d'aide à certaines activités (construction navale, cinéma, etc...) ou à certaines régions, pour coordonner de très près les systèmes fiscaux sur la base du principe des taxes sur la valeur ajoutée, pour développer le rôle du Fonds social (formation professionnelle et emploi).

Avant la fin de 1965, les dispositions sur l'admission au transport devront avoir été rapprochées des tarifs à maxima et minima adoptés pour les transports internationaux par fer et route, la durée du travail, les impôts, les dimensions des véhicules devront avoir été coordonnées.

## Autres projets

D'autres projets concernent l'institution de brevets d'invention européens, la reconnaissance mutuelle des décisions de faillite, la lutte contre les ententes, positions dominantes et concurrence déloyale, en respectant toutefois la sécurité juridique nécessaire aux entreprises, un nouvel examen des pratiques des monopoles nationaux à caractère commercial, la coordination du droit des sociétés, la poursuite de la politique agricole, une politique pétrolière cohérente; des positions communes seraient à adopter dans les conférences internationales sur la navigation maritime et aérienne. Des contrats de travail européens devraient être négociés, des cadres de contrats locaux plus précis. La politique commerciale vis-à-vis de l'extérieur et l'aide aux pays en voie de développement, les moyens d'action indispensables demandés par la Communauté feront également l'objet de propositions.

L'essentiel du memorandum est un projet de « programmation » européenne, sur un modèle comparable à celui du plan français et qui donnerait aux pouvoirs publics le moyen de mieux mesurer la portée européenne de leur décision et de mieux concerter leur action.

Dans un Marché commun achevé, disait M. Marjolin, une dévaluation est inconcevable. Des consultations souples seraient exigées avant certaines décisions. Un conseil des gouverneurs de banques d'émission serait institué, amorce de l'organe central d'un système bancaire fédéral.

## Quand le Mec comptera dix membres...

...des modifications seront nécessaires dans la structure de l'organisation. En effet l'adhésion de la Grande Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège va poser des problèmes proportionnels à propos des diverses institutions communautaires. Un groupe de travail de l'Institut pour l'Europe de l'Université de Leyde a élaboré à ce sujet une étude que publie la revue *Sociaal Economische Wetgeving* et que l'on peut résumer comme suit:

**Parlement Européen** - Pour maintenir l'équilibre acquis, il devrait compter 206 membres (au lieu de 142), par addition de 36 délégués britanniques, 10 danois, 10 norvégiens et 8 irlandais

**Commission de la C.E.E.** - Elle devrait comporter 14 membres au lieu de 9, soit 2 anglais, 1 danois, 1 norvégien, 1 irlandais.

**Cour de Justice Européenne** - 11 juges au lieu de 7 et 3 avocats généraux au lieu de 2.

**Comité Economique et Social** - 153 membres (au lieu de 101).

**Comité Monétaire** - 22 membres (au lieu de 14).

**Comité du Fonds Social** - 60 membres (au lieu de 36).

L'élargissement du Marché commun à dix pays aura également des conséquences financières importantes. Les frais budgétaires devraient être répartis selon le barème suivant, estime le groupe de Leyde: France, Allemagne et Italie, chacune 21,5% (contre 28% actuellement), Grande-Bretagne 21,5% également, Hollande et Belgique, chacune 4,2% (contre 7,9%), Danemark et Norvège, chacun 2,1 pour cent, Irlande 1,2% et Luxembourg 0,2%.

La Banque d'investissement de la CEE, qui dispose actuellement d'un capital de 1 milliard de dollars, dont 25% déjà versés, verrait son capital porté à 1390 millions de dollars. par apport des dotations des nouveaux membres. L'étude précise qu'un capital versé de 20% suffirait si les activités de la Banque n'étaient pas intensifiées.

## Adhésion de la Grande Bretagne au MEC en 1964 ?

*Les négociations entre la Grande Bretagne et les Six, à propos de l'adhésion du Royaume Uni au MEC se prolongeront encore assez longtemps selon les prévisions des milieux bien informés, mais on devient de plus en plus optimiste à leur égard. Bien des conditions demandées par la Grande Bretagne et qui avaient été jugées inacceptables, en particulier dans le secteur agricole, seraient en effet consenties à titre transitoire. Il s'agit surtout des mesures concernant une série de produits dont les marchés ne sont pas encore organisés dans le cadre de la politique agricole commune (boeufs, ovins, produits laitiers), si bien que le maintien du système britannique des subventions à la production pour le mouton et l'agneau, pendant un certain temps, ne risquerait pas de compromettre la stabilité communautaire.*

*Le Commonwealth - Le gros écueil reste toujours le Commonwealth, mais les Six ont admis en principe de tenir compte des problèmes qu'il suscite. Il faut donc trouver avec le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande des compromis analogues à ceux dont les pays africains ont accepté de s'accommoder. Plus personne ne semble douter que ces compromis seront néanmoins élaborés, du moins au cours du printemps prochain. Dans ces conditions l'adhésion de la Grande Bretagne au MEC ne pourrait guère être un fait accompli avant le 1er janvier 1964.*

## EXIL et LIBERTE

L'organe de l'Internationale de la Liberté (Union pour la Défense des Peuples Opprimés), "Exil et Liberté" (7, avenue Léon-Heuzey-Paris 16<sup>e</sup>) publie dans son numéro de Novembre:

Philippe VAIRON : "L'envers des Vostoks";

Général CHASSIN : "Il y a six ans Budapest!";

André VOISIN : "La politique des Six et l'Europe jusqu'à l'Oural";

Fernand ROBBE : "Le prix de la vraie détenté";

etc. etc.

# Une politique européenne commune pour l'école

La formation par les Humanités est indispensable - Importance des langues vivantes - Emploi des moyens audiovisuels.

La IIIe Conférence internationale des Ministres de l'Instruction des Pays adhérents au Conseil d'Europe a conclu ses travaux dans le courant d'octobre, au Palais des Congrès de l'EUR, à Rome, sous la présidence de l'Hon. Luigi Gui, ministre de l'Instruction Publique.

Un Comité international de hauts fonctionnaires des dicastères de l'Instruction, présidé par l'italien M. Silvano Valle, inspecteur général de l'Instruction Publique avait précédemment rédigé selon une procédure désormais établie, un document de base pour la rencontre des ministres.

Les sujets soumis cette année à l'examen de la Conférence constituent le développement naturel des arguments et des résolutions de la rencontre d'Ham-bourg, de 1960, et esquisseront un premier programme d'orientation pour la IVe Conférence qui aura lieu à Londres en avril 1964.

M. Luigi Gui, en sa qualité de président en charge a communiqué au journalistes le résultat des débats et des travaux auxquels ont pris part les ministres de l'Instruction de l'Autriche, du Danemark, de la République Fédérale Allemande, de la Grèce, de la Turquie, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays Bas, de la Norvège, d'Espagne, de Suède, de Suisse et du Royaume-Uni, sans oublier les représentants de la Belgique, de la France et de l'Islande. Ont assisté également aux différentes phases de la Conférence le secrétaire général du Conseil d'Euro-

pe et le directeur des affaires scientifiques de l'O.E.C.D.

A ce propos ont été examinées les nécessités éducatives des jeunes telles qu'on peut les envisa-

Pour la première fois, les ministres européens de l'Instruction Publique ont pu échanger leurs opinions sur la base d'un rapport synthétique qui mettait en évidence les aspects concrets des réformes en cours de réalisation dans de nombreux Pays d'Europe.

Très utiles se sont également démontrés les autres rapports qui faisaient le point des diverses activités des différentes organisations internationales pour l'enseignement et la recherche scientifique.

Les ministres ont ainsi pu constater que de sensibles progrès ont été enregistrés en ce qui regarde l'enseignement des langues modernes, pour le perfectionnement de l'instructions des jeunes de 15 à 21 ans, pour l'emploi des moyens d'enseignement audiovisuels.

Les sujets qui ont plus particulièrement attiré l'attention des ministres concernaient les problèmes que les administrations de l'Instruction Publique doivent affronter dans les Pays participant à la rencontre, en vue d'une coordination et d'un développement homogène de la politique scolaire dans le sens européen. ger pour les prochaines quarante années.

On a également étudié à la lumière de diverses expériences, les systèmes d'investissement dans le secteur de l'éducation, qui pré-

sente les caractéristiques d'un service public indispensable et celles d'une capitalisation qui se répercute de façon positive sur les revenus nationaux.

On a suivi avec un vif intérêt les communications présentées par l'Italie à propos de l'emploi de la Télévision à l'école et pour l'école et on a reconnu que l'Italie a apporté dans ce domaine des indications utiles et originales grâce à l'expérience effectuée avec « Telescuola ».

Enfin particulièrement important a été l'examen d'un argument de pleine actualité dans tous les Pays d'Europe et non seulement dans ceux dont la tradition culturelle se rattache directement au monde classique, autrement dit le rôle qu'il faut attribuer, dans le monde moderne, à la formation par les Humanités. Après un débat assez animé, les ministres ont convenu que cette formation est indispensable et qu'il convient de lui faire une place dans tous les programmes d'enseignement de n'importe quel genre ou de n'importe quelle orientation.

Répondant à une demande des journalistes, la délégation française a démenti que le Ministère de l'Education Nationale ait, conformément au bruit qui avait couru, prévu une restriction de l'enseignement des langues anglaise et italienne.

Les ministres de l'Instruction et les délégations des Pays participants à la Conférence ont été reçus par le Saint-Père Jean XXIII et par le Président de la République Italienne.

## LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL D'EUROPE (SESSION D'AUTOMNE 1962)

# A PROPOS DES TRANSPORTS EUROPEENS

L'Assemblée remercie la Conférence européenne des ministres des Transports de lui avoir transmis son huitième rapport annuel et sait gré au Président de la Conférence d'avoir bien voulu présenter le rapport en personne et répondre aux orateurs qui sont intervenus dans le débat.

L'Assemblée se plaît à constater que la Conférence a consacré un examen approfondi à ses suggestions concernant les problèmes des transports européens et se félicite du développement des relations entre la Conférence européenne des ministres des transports et le Conseil de l'Europe pendant l'année 1961, développement qui lui permet d'exercer une fonction parlementaire consultative à l'égard de la conférence.

L'Assemblée accueille avec satisfaction les projet d'une étude sur les éléments d'une politique générale des transports. Elle espère que le plus grand nombre possible d'Etats membres de la C.E.M.T. s'entendront sur un ensemble de principes propres à réduire et à éliminer progressivement les divergences nationales dans la politique européenne des transports. Elle estime que, dans l'application d'une politique d'ensemble en matière de transports, les décisions des pouvoirs publics sur les investissements d'infrastructure intéressant les différents modes de transport devraient s'inspirer de considérations à long terme d'intérêt général.

L'Assemblée espère que, dans cet ordre d'idées, la conférence procédera prochainement à des études comparatives sur la politique suivie par les divers pays à l'égard du problème de la concurrence du rail et de la route et sur l'expérience qu'ils ont acquise en cette matière, qui revêt une importance internationale considérable.

Convaincue de l'utilité d'une coopération avec les organisations professionnelles, nationales et internationales, l'Assemblée émet le voeu qu'en élaborant les principes généraux d'une politique des transports, la C.E.M.T. tienne compte des opinions de ces organisations.

### Chemins de fer

L'Assemblée prend note des progrès réalisés dans l'électrification des grandes lignes européennes par rapport aux années précédentes, bien que le nombre des kilomètres électrifiés n'ait pas atteint en 1961 les chiffres records de 1960 et 1959. Elle est, cependant, préoccupée par l'insuffisance des progrès accomplis dans la standardisation du matériel roulant et invite instamment les administrations des chemins de fer à inten-

sifier leur collaboration en ce qui concerne les questions techniques en général.

Inquiète de l'accroissement du nombre des accidents de chemin de fer en Europe, l'Assemblée insiste vivement auprès des gouvernements pour qu'ils révisent et améliorent les normes de sécurité applicables. Elle les engage, en particulier à étudier la nécessité de moderniser les lignes compte tenu de l'augmentation considérable de la vitesse des trains et à développer l'usage de l'électronique dans la signalation, les télécommunications et les systèmes de télécommande.

L'Assemblée reste préoccupée par la situation financière des chemins de fer, question qui lui paraît d'une importance primordiale en raison des capitaux mis en jeu et des problèmes humains qui se posent. Elle accueille favorablement le mémoire de l'Union Internationale des Chemins de fer (U.I.C.) sur les problèmes économiques des chemins de fer des pays membres de la C.E.M.T. et la résolution adoptée en novembre 1961 par le Conseil de la C.E.M.T. aux termes de laquelle chacun des membres tiendra le Conseil de la C.E.M.T. au courant de toutes les mesures prises pour résoudre les problèmes économiques des chemins de fer et de leurs effets. Elle estime que le public doit être exactement informé de la situation financière des chemins de fer.

Tout en se félicitant de la fermeture de nombreuses lignes non rentables, ce qui constitue un grand progrès vers une gestion plus commerciale des chemins de fer, l'Assemblée déplore qu'un petit nombre seulement de pays européens aient institué des mesures visant à l'élimination des charges financières anormales qui pèsent sur l'administration des chemins de fer et à la prise en charge des autres par l'Etat (normalisation des comptes).

Constatant que la situation de la plupart des chemins de fer européens reste peu satisfaisante au point de vue de l'utilisation optimum des installations disponibles et de l'efficacité des services fournis aux usagers, l'Assemblée regrette qu'une certaine proportion des réseaux d'Europe occidentale soit suréquipée et exploitée d'une manière onéreuse, alors que de nombreuses liaisons internationales demeurent insuffisantes.

L'Assemblée accueille avec faveur le Cinquième rapport annuel de la Société Eurofima. Elle regrette que, parmi tous les pays européens, seuls la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Suisse aient autorisé les compagnies d'assurances à placer des obligations de la société dans

leurs portefeuilles de réserves obligatoires. Notant le nombre réduit de locomotives et de wagons achetés par l'intermédiaire de la Société Eurofima, l'Assemblée décide de déclencher une action dans le cadre des parlements nationaux en vue d'inciter les gouvernements membres qui sont membres d'Eurofima à passer davantage de commandes par le canal de cette institution. Elle exprime également l'espoir que des fonds supplémentaires seront mis à la disposition de la société pour être affectés au financement de commandes de matériel roulant.

## Routes

L'Assemblée, tout en saluant les programmes spectaculaires de construction, d'autoroutes entrepris dans certains pays comme l'Italie, s'inquiète cependant de constater qu'en raison de l'insuffisance chronique des investissements contractés à l'infrastructure routière, le développement du réseau européen d'autoroutes reste très insuffisant par rapport à l'accroissement du parc automobile et aux besoins de l'économie. Elle invite instamment les gouvernements à traiter l'amélioration et l'équipement des routes comme un besoin très urgent, afin de faire face à l'accroissement spectaculaire du trafic. En outre, elle se félicite des progrès accomplis dans l'exécution de plusieurs projets de tunnels routiers en particulier par les liaisons alpines, et elle espère que ces travaux seront poursuivis et achevés aussitôt que possible.

Reconnaissant l'importance que revêt la création de gares routières de marchandises pour faciliter l'écoulement du trafic et pour permettre l'organisation rationnelle des transports routiers, l'Assemblée espère que l'on ouvrira bientôt des gares de marchandises routières en aussi grand nombre que possible. A ce propos, l'Assemblée désire appeler l'attention sur la nécessité d'augmenter les parcs de stationnement des véhicules automobiles dans les agglomérations.

L'Assemblée constate avec regret que les travaux du Groupe mixte d'experts C.E.M.T.-O.E.C.E. chargé d'étudier la possibilité d'assouplir le régime des transports routiers internationaux, travaux qui avaient été suspendus en 1960 à la suite de la réorganisation de l'O.E.C.E., n'ont pas encore repris. Elle invite instamment la conférence à prendre l'initiative de relancer cette activité aussitôt que possible.

## Voies de communication à travers la Manche

L'Assemblée, rappelant sa Recommandation 260 (1960), tient à souligner une fois de plus l'importance qui s'attache à la construction d'une voie de communication entre la France et la

Grande-Bretagne et prie la Conférence européenne des ministres des transports de suivre cette question de très près et de lui faire connaître, en temps voulu, son point de vue à ce sujet

## Voies navigable

L'Assemblée est convaincue qu'il faut créer un réseau unifié de voies navigables européennes pouvant répondre aux besoins présents et futurs, et que la modernisation du réseau existant et la standardisation du matériel sont les facteurs les plus importants pour améliorer la capacité de concurrence des transports par voies navigables. Elle se félicite de l'établissement de normes générales relatives à l'infrastructure et aux dimensions des bateaux et des ouvrages. Notant que la mise en application de nouvelles techniques améliorera incontestablement la rentabilité de la construction et de l'exploitation des bateaux, elle espère qu'un plus grand nombre d'automoteurs seront prochainement mis en service sur les voies d'eau européennes.

L'Assemblée considère l'achèvement de la liaison Rhin, Mein, Danube comme très important, tant sur le plan économique que sur le plan politique. En conséquence, elle demande instamment que soit accélérée l'organisation technique et financière de la jonction entre le Canal Rhin, Main, Regnitz et le Danube par Bamberg et Nuremberg.

L'Assemblée constate avec regret que les douze projets reconnus d'intérêt européen par le Conseil des Ministres de la C.E.M.T. dès 1953 en sont encore, pour une large part, au stade des travaux préparatoires. Elle invite instamment les gouvernements à prendre des mesures pour améliorer cette situation et espère, en particulier, qu'une décision interviendra bientôt au sujet de la liaison Rhin, Rhin.

## Oléoducs

L'Assemblée remercie la conférence des informations contenues dans le rapport sur le développement du réseau européen d'oléoducs. Etant donné les problèmes que pose, pour les transports ferroviaires, routiers et fluviaux, le développement des transports par oléoducs, elle exprime l'espoir que, dans leur prochain rapport annuel, les ministres des transports seront à même de fournir plus amples informations et des chiffres plus détaillés sur les aspects économiques de la question et, notamment, sur le coût du transport du pétrole par oléoduc. L'Assemblée est convaincue de la nécessité d'accorder la plus grande attention à ce dernier élément qui est, dans une large mesure, déterminant pour l'appréciation des avantages du transport par oléoduc par rapport aux méthodes classiques de transport: chemins de fer, routes et, en particulier, voies navigables.

# ENRICO

Quand un homme politique disparaît de la scène publique dans la force de l'âge, en pleine activité, à son poste de combat, les sentiments de l'opinion publique sont bien souvent divisés : même devant la mort, il est difficile de réaliser l'unanimité des regrets ou des haines.

Mais quand il s'agit des grands chefs d'industrie tels qu'ils existaient au siècle dernier et dont l'époque actuelle a malheureusement clairsemé les rangs, les choses se passent différemment : ils suscitent des regrets unanimes, car ils sont les magiciens qui créent les sources de travail et leur disparition laisse vraiment un vide énorme. C'est un peu comme la mort d'un grand artiste créateur, qui pourra laisser une tradition, un style, une école, mais dont l'oeuvre originale, tableau, musique ou poésie, reste à jamais, exclusivement, celle qu'il a réalisée de son vivant. La postérité saura-t-elle cheminer sur la voie qu'il a ouverte ? Peut-être, et c'est ce que nous souhaitons, mais qui n'est pas toujours facile.

Car une personnalité complexe vient de disparaître : le monde construit par Mattei dans le court délai de quinze années, (mais quinze ans de labeur incessant d'un esprit dépourvu de préjugés, intelligent), « l'Empire de Mattei », comme on disait de l'AGIP, est fondé sur des bases positives, solides, mais qui ne peuvent rester telles que si elles sont soumises à une habile et continuelle manoeuvre d'équilibre. Ce qu'il a su faire jusqu'au jour de sa mort tragique avec une intuition souvent géniale.

L'originalité ou mieux, le côté paradoxal de son action consistait dans le fait qu'il avait dirigé une chaîne de sociétés gouvernementales dans l'esprit polémique, batailleur, propre aux entreprises privées. Cet esprit de polémique l'a poussé à affronter la concurrence étrangère : chose féconde pour une entreprise nationale qui doit gérer en toute indépendance un secteur d'importation

vitale comme le secteur de l'industrie pétrolière.

Mais cette même agressivité commerciale, il l'avait apportée jusque sur le marché national créant souvent des situations dangereuses, et à ce propos seule l'histoire impartiale saura nous dire un jour s'il eut tort ou raison.

Bien entendu, dans le vaste champ d'une activité aussi intense, toutes les initiatives ne pouvaient pas être également heureuses.

Enrico Mattei « *le chef d'industrie qui a servi l'Italie* » comme disait l'inscription que l'on pouvait lire sur l'une des centaines de couronnes de fleurs qui ont accompagné son cercueil — Enrico Mattei a été regretté de tous, non seulement en Italie mais dans beaucoup de pays du monde.

Car Mattei a servi *non seulement l'Italie mais aussi l'Europe*. Mattei avait compris ce que pouvait donner l'euro-péisme s'il élargissait une politique pétrolière italienne basée sur la construction de navires de gros tonnage et sur la recherche et l'exploitation de nouveaux gisements, à l'étranger et en Italie. L'expérience de la crise du canal de Suez avait montré la faiblesse de l'industrie européenne dépendant en grande partie de sources d'énergie situées en dehors de ses frontières et dont elle pouvait être aisément coupée.

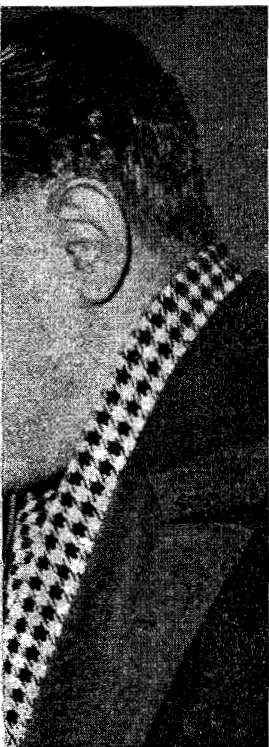
Pour construire l'Europe unie avec une industrie saine, susceptible d'affronter la concurrence intercontinentale, fallait-il assurer à notre continent un ravitaillement énergétique sûr et continu en laissant entièrement aux mains de l'entreprise privée — en l'espèce les grandes compagnies mondiales — tous les problèmes de ravitaillement ?

Telle était la question que Mattei avait eu le courage de se poser. Dans un discours qu'il tint en 1958, à l'Association italo-suisse, il exposa le problème énergétique et pétrolière européen, soulignant les changements qui s'étaient vérifiés dans les derniers



temps et l'impossibilité de conserver le statu quo d'avant le canal de Suez, en matière pétrolière. Si ce point de vue pouvait être considéré comme un signal d'alarme pour le monde pétrolière, c'était aussi sans nul doute le signe avant-coureur des nouvelles tendances qui commençaient à se faire jour dans la politique européenne des pétroles. On se demandait : si, pour des sources d'énergie qui ne parviendront qu'à peine, en 1975, à couvrir les 10% des besoins européens, on est arrivé à élaborer et à signer un traité de collaboration européenne, appelé EURATOM, pourquoi ne pourrait-on pas arriver à un accord de collaboration qui serait l'EUROPE-TROL ? Ou mieux encore à un accord encore plus vaste, englobant tout le problème basilaire de l'industrie européenne et qui serait l'EUROENERGIE ?

# MATTEI



Ce point de vue a été amplement illustré dans un article publié par la « Revue Internationale du Marché Commun » de Bruxelles (n. 1, 1958) sous la signature du fondateur de notre « Bulletin Européen », M. Constantin Dragan, et qui signalait dès cette époque le mérite qui revenait à Enrico Mattei d'avoir donné à l'ENI une fonction non seulement italienne, mais encore européenne : celle qui consistait à trouver des sources directes d'approvisionnement comme l'ont fait d'ailleurs d'autres Pays comme, par exemple, l'Angleterre, qui a placé le secteur énergétique sous le contrôle de l'Amirauté Britannique, ou la France, le Portugal et plusieurs autres Pays.

\*\*\*

Dans ces quelques colonnes d'hommage déférent, nous ne

pouvons manquer de parler brièvement de la vie d'Enrico Mattei et de l'oeuvre qu'il a réalisée. Il naquit le 29 avril 1906 dans un petit village de la province de Pesaro, Acqualagna. Transféré à Milan il s'y fit en quelques années une solide position dans les milieux industriels et commerciaux de la Lombardie.

En 1945, le gouvernement présidé par Ferruccio Parri le nomme commissaire extraordinaire de l'AGIP pour l'Italie du Nord : il est chargé de liquider tout l'ensemble de l'entreprise minière nationale évaluée, y compris les immeubles et les machines, environ 60 millions de lires.

Mattei s'oppose à la liquidation de l'AGIP. Il parvient à obtenir du gouvernement de nouveaux subsides et reprend la prospection du sous-sol de la plaine padane : et c'est le début d'un succès fulgurant, en 1946, quand il trouve le premier gisement de méthane à Gaviaga et à Ripalta.

En 1949, la mémorable journée de Cortemaggiore récompense ses fatigues et sa ténacité : en même temps qu'une puissante poussée de méthane, jaillit un jet de pétrole. Les faits devaient démontrer que le gisement pétrolifère repéré n'était pas d'un volume appréciable, tandis que le méthane se montra aussitôt, pour la qualité et la quantité, d'une richesse impressionnante qui devait lui permettre de jouer un rôle important dans l'alimentation énergétique de l'industrie septentrionale italienne et dans le grand processus d'expansion productive de la période 1951-1961 : d'une part, en améliorant les conditions de la concurrence pour les fabriques et d'autre part en allégeant le bilan commercial d'une charge non négligeable, celle de l'importation des carburants. Dans les quelques mois qui suivirent la découverte du gisement de Cortemaggiore, plus de trois mille demandes furent présentées pour l'obtention de

concessions permettant l'exploitation du méthane de la plaine padane. Mattei, de sa propre initiative, voulut assurer à l'Etat le monopole de la recherche et de l'utilisation des forces endogènes du sous-sol. C'est ainsi qu'au milieu des plus vives polémiques, soit à l'intérieur du pays soit sur le plan international, il parvint à conduire à bon port la loi qui instituait l'« Ente Nazionale Idrocarburi » (ENI), ou « Office National des Hydrocarbures ». Sous sa direction, l'ENI devint un des principaux instruments du développement de l'économie italienne en s'affirmant comme une force de premier plan sur le marché énergétique. Le réseau des oléoducs destinés à alimenter les industries de la vallée du Pô fut réalisé en un temps record, permettant l'exploitation intensive de la nouvelle richesse du sous-sol italien.

A travers la chaîne des sociétés dépendantes, qui s'étaient peu à peu constituées jusqu'à atteindre le chiffre de 70, l'ENI élargit son champ d'action institutionnel dans le secteur de la pétrochimie et de la mécanique et contribua à l'essor industriel du Midi de l'Italie grâce à l'exploitation des gisements méthanifères de Ferrandina, Vasto, Enna.

A l'étranger, enfin, Mattei avait engagé l'ENI dans un vaste programme de recherches pétrolifères en inaugurant de nouvelles formules de collaboration avec les pays producteurs de l'Afrique et du Moyen Orient.

La disparition d'un homme qui, dans une si courte période de temps, et en ayant à traverser bien des adversités, a su édifier, en partant de rien, ou presque, un colossal instrument de travail et de production, représente pour l'Italie et pour l'Europe une perte profondément sentie. Voilà pourquoi nous nous inclinons avec respect devant sa mémoire et devant l'oeuvre prodigieuse qu'il a su créer.

Les travaux de l'Assemblée Consultative

# A propos de la sécurité routière

Une politique d'ensemble pour assurer la sécurité routière en Europe. — La contribution des techniques de la circulation. — Education et formation des usagers de la route — Amélioration du réseau routier — L'enseignement du Code de la route dans les écoles primaires — Un Code Européen de la route.

## L'Assemblée...

Constatant avec inquiétude le nombre croissant des accidents de la route en Europe, qui font chaque année 65.000 morts et 1.500.000 blessés environ.

Considérant qu'il est nécessaire de définir une politique d'ensemble à long terme, visant tous les aspects importants de la sécurité routière dont la responsabilité incombe aux gouvernements, aux autorités locales et aux organismes privés.

Considérant que dans le cadre d'un tel programme à long terme, il convient d'établir un ordre de priorité entre les nombreux problèmes qui demandent à être résolus et dont la solution, dans certains cas, serait aisée et donnerait de bons résultats à peu de frais.

Considérant la valeur de la recherche scientifique dans le domaine de la sécurité routière et l'importante contribution que les techniques de la circulation peuvent apporter à la construction des routes.

Convaincue que la meilleure chance de réduire le nombre des accidents de la route réside dans l'éducation et la formation des usagers de la route, étant donné qu'un pourcentage très élevé des accidents est dû à des erreurs humaines, sans négliger pour autant les mesures à prendre pour améliorer le réseau routier, assurer une meilleure inspection des véhicules et une application plus stricte des règles de la circulation.

Réaffirmant sa conviction qu'il est nécessaire d'inclure l'enseignement du Code de la route dans le programme d'étude des écoles primaires et se félicitant de ce que, donnant suite à la

Recommandation 276 (1961) de l'Assemblée, le Conseil de la Coopération Culturelle ait recommandé au Comité des Ministres de convoquer une réunion internationale en vue de comparer les données d'expérience sur les plus récentes méthodes utilisées pour enseigner la sécurité routière aux écoliers, réunion qui serait organisée conjointement avec la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

Accueillant avec satisfaction la première série de recommandations relatives à la coordination des règles de la circulation, adoptée par la Conférence Européenne des Ministres des Transports en avril 1962, et qui constitue une première étape vers l'établissement du Code européen de la route préconisé par l'Assemblée dans de précédentes recommandations.

Tenant compte des précieux conseils techniques donnés lors d'une conférence ad hoc organisée par la commission économique en avril 1962, par d'éminents experts de la sécurité routière appartenant à des organisations intergouvernementales;

**RECOMMANDE** au Comité des Ministres, conformément à l'article 15 b) du Statut, d'inviter instamment les gouvernements membres:

a) à tout mettre en oeuvre pour assurer le fonctionnement, dans les meilleurs délais, de l'organisme de coopération internationale pour la recherche sur la sécurité routière, proposé par le Comité de la recherche scientifique de l'OCDE, et à en fixer le secrétariat au « Road Research Laboratory » du Royaume-Uni, à Crowthorne;

b) à s'attacher à développer l'enseignement des techniques de la circulation par la création d'instituts spécialisés dans les diverses univer-

sités européennes, et au moins dans une université de chaque Etat membre;

c) à faire porter l'amélioration des routes en premier lieu sur les « points noirs » où un nombre anormalement élevé d'accidents a été constaté, et à organiser une action à l'échelon national en coopération avec les autorités locales et la police, étant donné que les travaux nécessaires pour éliminer ces points dangereux sont relativement peu coûteux;

d) à rendre obligatoire la pose, par les constructeurs d'automobiles, de dispositifs pour la fixation de ceintures de sécurité sur tous les nouveaux véhicules;

e) à établir, dans le cadre de l'organisation internationale compétente, des normes maximales et minimales concernant la puissance des dispositifs d'éclairage avant et arrière et des dispositifs de signalisation des véhicules, en vue de les adapter également aux conditions de nuit et de jour;

f) à adopter aussitôt que possible les normes relatives au poids et aux dimensions maximum des véhicules routiers, définies par l'Accord de la C.E.M.T. du 5 octobre 1960;

g) à renforcer le personnel de la police de la circulation et les patrouilles de la police de la route et à doter la police d'un équipement technique plus complet pour le contrôle de la circulation, mais à supprimer tous les contrôles de police ayant le caractère de pièges;

h) à fixer une limite générale de vitesse dans toutes les agglomérations et à veiller à ce que toutes les limitations de vitesse, dans les agglomérations et en dehors de celles-ci, soient indiquées par des panneaux à l'entrée et à la sortie des zones où elles sont imposées;

i) à entreprendre une enquête scientifique à l'échelon européen, pour déterminer quel est le pourcentage maximum d'alcool dans le sang, à partir duquel une personne doit être considérée comme incapable de conduire un véhicule et à introduire — si elles n'existent pas — ou à renforcer les sanctions contre les conducteurs ayant un pourcentage d'alcool dans l'organisme dépassant le pourcentage autorisé;

j) à ratifier sans délai l'Accord européen du 19 janvier 1962 relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route, élaboré dans le cadre de la commission économique pour l'Europe des Nations Unies et à assurer, par un contrôle approprié, la stricte observation des règles énoncées par cet Accord en ce qui concerne le nombre maximum d'heures de conduite et la durée raisonnable des périodes de repos.

Invite le Comité des Ministres à transmettre à la Conférence Européenne des Ministres des Transports des propositions tendant à:

a) poursuivre les travaux constructifs qu'elle consacre à la mise au point de recommandations sur la coordination des règles de la circulation, et examiner la possibilité de donner à ces règles un caractère obligatoire et de les incorporer dans une convention instituant un Code de la route européen, couvrant l'ensemble de la question: cette Convention devrait être prête à être signée d'ici la fin de 1963;

b) entreprendre, en coopération avec les organes techniques de l'O.C.D.E., une étude sur les perspectives de développement de la circulation routière en Europe, compte tenu du rapport existant entre l'augmentation du produit national brut et autres indices semblables d'une part, et l'augmentation du nombre des véhicules privés et commerciaux dans les pays européens, d'autre part;

c) entreprendre, dans le cadre d'un programme de recherche scientifique sur les causes des accidents, une enquête approfondie du rapport qu'il peut y avoir entre la limitation de la vitesse hors des agglomérations et la fréquence des accidents;

d) promouvoir et faciliter la diffusion dans les pays membres de la C.E.M.T., de films de court-métrage pour la télévision, réalisés conjointement par les autorités de la police, les experts de la sécurité routière et les techniciens de la télévision, et qui représenteraient la reconstitution d'accidents et expliqueraient comment un usager de la route doit se comporter.

## Recommandation

*Après avoir examiné le Rapport de la Commission économique sur la Sécurité routière.*

*Ayant pris note des observations de la Commission relative à la forme et à la construction des véhicules, qui figurent au paragraphe 63 du rapport et du fait que, pour le moment, la Commission n'est pas en mesure de formuler des propositions à ce sujet;*

*Convaincue que la Sécurité routière exige une amélioration de la forme et de la construction des véhicules;*

*Charge la Commission économique de poursuivre l'étude du facteur sécurité en matière de forme et de construction des véhicules, en demandant, le cas échéant, l'avis d'experts techniques, et de faire rapport à l'Assemblée, dans les plus brefs délais possibles.*

## Etudiants Européens et Africains...

...ont participé en septembre dernier au Stage de Formation Europe-Africa 1962.

\* \* \*

Ouverte le 3 septembre par la lecture d'une déclaration de M. Léopold Sédar Senghor. Président du Sénégal et par un discours de M.H. Brugmans, Recteur du Collège d'Europe, cette session s'est consacrée à l'étude de l'intégration européenne d'une part, et des problèmes économiques africains de l'autre. Sous forme de cours, conférences et discussions, les participants ont pu approfondir leur connaissance des deux continents sous la direction des professeurs habituels du Collège d'Europe et de professeurs venant de plusieurs pays.

\* \* \*

L'enseignement a été complété par des excursions et des voyages d'études dont l'un de deux jours dans la région industrielle de Liège et à Rotterdam avec visite des travaux du Plan Delta et du port. Les participants ont été les hôtes de la Communauté Economique Européenne à Bruxelles pour une journée d'étude sur les problèmes de l'association des pays africains au Marché Commun.

\* \* \*

Cette visite à Bruxelles a inauguré le troisième thème d'étude de ce Stage de Formation, à savoir les relations entre les deux continents. C'est à ce sujet, en effet, que fut consacré la dernière semaine du stage, dont les conférences furent assurées pour la plupart par des représentants diplomatiques des pays africains.

## Ouverture de l'année académique au Collège d'Europe

*Dans la grande salle gothique de l'Hôtel de Ville de Bruges, s'est tenue le 10 octobre la séance solennelle d'ouverture de la nouvelle année académique du Collège, sous la présidence de Monsieur Pierre Harmel Ancien Ministre.*

*Prenant la parole devant une assemblée nombreuse où l'on notait la présence de hautes personnalités du pays et du corps diplomatique, M. Pierre Harmel a tout d'abord souligné combien l'Europe future allait avoir besoin de cadres, formés dans un esprit européen et combien il était donc nécessaire de favoriser le développement d'instituts spécialisés dans ce domaine, surtout*

*si ces instituts travaillent dans l'esprit qui est celui du Collège d'Europe à Bruges.*

*Le Recteur H. Brugmans prit ensuite la parole et révéla le nom du patron attribué à la promotion 1962-63 du Collège, Auguste Vermeulen écrivain, savant et homme politique belge (1872-1945) qui fut en même temps un des animateurs du mouvement flamand et un des pionniers de l'idée européenne. C'est à lui, en effet, que l'on doit le terme de « Mouvement européen ».*

*C'est la première fois qu'un Belge contemporain est patron d'une promotion du Collège d'Europe.*

## L'Homme dans l'espace

*Ailleurs qu'à Paris, le colloque sur « les Problèmes de l'homme dans l'espace », qu'organisent la Fédération internationale d'astronautique et l'Académie d'astronautique, organismes dont le siège est du reste parisien, n'aurait pas pu bénéficier d'une si large participation de l'U.N.E.S.C.O., ni d'un cadre si prestigieux.*

*En ces années mêmes, l'humanité vit en effet un de ses plus grands moments: elle s'évade de sa Terre natale. C'est ce qu'a souligné, le 28 octobre, dans son discours inaugural, M. René Maheu, directeur général par intérim de l'U.N.E.S.C.O. « Par-delà des millénaires de rêves, des siècles de recherches des années de travaux, l'homme dépasse ses limites ».*

*Nulle activité n'est plus internationale par essence que la science. Nul milieu n'est plus international que l'espace. Et l'homme en tant qu'humain n'est-il pas aussi international? Or ces assises sont consacrées à la science de l'homme dans l'espace. Ce n'est point par hasard, par un heureux concours de circonstances que l'étude de l'espace se place actuellement sur un terrain de plus en plus international.*

(Le Figaro 28-10-1962)  
PIERRE de LATIL

# L'Organisation scientifique en Europe

La IVe Conférence Européenne du CECIOS (Conseil Européen du Comité international pour l'Organisation Scientifique) s'est ouverte le 10 octobre au Palais de la FAO à Rome.

M. Emilio Colombo, ministre de l'Industrie, a prononcé l'allocation de bienvenue aux membres de la Conférence, de la part du Gouvernement, a parlé des grands progrès accomplis depuis 1950 dans le secteur de l'économie mondiale et qui ont été « rendus possibles par les résultats atteints au point de vue de la production par le concours incessant de la recherche scientifique et de la recherche appliquée ». A ce propos, le ministre italien a ajouté: « La Communauté Européenne elle-même, née sous l'impulsion idéale et politique dérivée des grands courants de la pensée et de l'action en faveur de l'unité européenne, est fille, à son tour, de la science et de la technique, en raison de l'impulsion que ces progrès et la conséquente augmentation des capitaux investis pour chaque unité affectée au processus de la production ont apporté à la création de plus vastes zones économiques ».

Parmi les problèmes que ce rapide processus de développement pose aux structures productives et en particulier aux entreprises industrielles et agricoles, le ministre a indiqué en premier lieu les questions relatives à la réduction des coûts, à la progres-

**M. Emilio Colombo, ministre italien de l'industrie, a prouvé une fois de plus que les hommes politiques qui sont en train de construire l'Europe ont une vue nette et claire des problèmes qu'il faut aborder et de l'esprit dans lequel il faut les aborder, en soulignant l'importance de la science et de la technique dans le monde moderne. Des continents ou des pays moins humanistes que les nôtres se sont presque exclusivement consacrés à la recherche scientifique et à la formation des techniciens. Ne nous laissons pas dépasser dans ces domaines où nous avons été les premiers pionniers n'oubliant pas comme l'a dit un autre ministre italien, M. Medici que la science nous aidera de façon concrète à réaliser une meilleure unification.**

sion des capacités productives des diverses entreprises en particulier, à la modernisation des systèmes de distribution. « Un tel type d'organisation de l'entreprise — a poursuivi M. Emilio Colombo — et l'accès de catégories de consommateurs de plus en plus vastes, ouvrent la voie à la production de masse ». D'où la nécessité d'accorder une importance croissante à l'organisation scientifique.

Le rapporteur général, M. le Ministre Medici a lu de son côté, en anglais, une relation sur

le thème « L'organisation scientifique en face de l'intégration européenne et des progrès des Pays en phase de développement ».

« L'application des méthodes scientifiques au processus d'intégration européenne — a dit notamment M. Medici — doit tendre à donner vie à un système communautaire opérant avec la productivité maximum. Cet objectif de la production, entendu dans le sens le plus large du terme, est essentiel du fait qu'il coïncide avec la fin ultime de toute activité économique: à savoir rendre le travail de l'homme de plus en plus rémunérateur ».

Après avoir affirmé que le processus d'intégration entre les diverses économies européennes doit être précédé et « préparé » par un processus d'intégration à l'intérieur de chaque économie en particulier, M. Medici a remarqué que « des horizons de plus en plus vastes viennent s'ouvrir à l'activité de l'organisation scientifique. Les tâches qui en dérivent pourraient être affrontées sans le secours d'un critère capable d'unifier et de coordonner non seulement les objectifs finaux et les conditions de base, mais aussi et surtout leurs innombrables développements sur le plan pratique. Ce critère peut être offert par une politique organisée d'intégration européenne. Et c'est justement là que l'apport de l'organisation scientifique se révèle déterminant ».

F. A. O.

# LA CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE "L'AJUSTEMENT DE LA CULTURE EUROPÉENNE,,

Le problème capital de « l'ajustement » de l'agriculture européenne à la situation économique générale a été le principal sujet des discussions à la Conférence régionale pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), qui a siégé à Rome du 8 au 13 octobre.

Dans le choix d'une politique agricole, les gouvernements européens doivent concilier deux objectifs apparemment contradictoires: assurer la parité des revenus entre l'agriculture et les autres branches de l'activité économique sans créer d'excédents agricoles, souligne un document soumis à la Conférence. En fait, il n'est pas douteux que pendant la décennie 1960-70 la production de denrées importantes dépassera la demande. Cet état de choses pourrait faire baisser les prix et entraîner un contrôle de la production. Ainsi, l'Europe aura de moins en moins besoin d'agriculteurs et de terres cultivées.

« Les politiques agricoles doivent essentiellement asseoir les bases de l'agriculture de demain à un moment où trop de décisions se fondent encore sur des considérations qui appartiennent au passé », souligne le document.

M. B. R. Sen, Directeur de la Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, a demandé aux pays européens de continuer, dans l'intérêt des pays en voie de développement, à accroître leur production agricole, même si cette politique devait provoquer la constitution d'excédents, et d'augmen-

ter leurs importations de produits agricoles en provenance de ces pays.

M. Sen a lancé cet appel dans le discours inaugural qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture de la Conférence européenne de la FAO.

L'Europe aide déjà les pays sous-développés, mais ses relations commerciales avec le reste du monde constituent une des principales raisons de sa richesse, a déclaré M. Sen. Son avance technique lui a permis pendant les années cinquante d'augmenter sa production alimentaire, mais il paraît peu probable que pendant les années soixante l'Europe puisse absorber une quantité telle de produits en provenance de pays sous-développés que le revenu par habitant de ces pays en soit amélioré. Or, c'est surtout par des exportations de produits primaires à destination de l'Europe et des Etats-Unis que ces pays pourront améliorer leurs rentrées en devises et financer les importations qu'exige leur développement. éco-

nomique.

On ne peut remédier à cette situation qu'en élevant le pouvoir d'achat dans les pays consommateurs d'Europe ou en éliminant les obstacles à la consommation et au commerce, a dit M. Sen.

L'Europe a fait connaître son intention de conserver son taux général de croissance économique, mais l'écart entre la production agricole par habitant et celle de l'industrie est encore trop grand même si dans certains pays européens se pose déjà le problème des excédents agricoles. Des méthodes agricoles améliorées augmenteraient sans doute la production et provoqueraient l'augmentation des stocks excédentaires, a poursuivi M. Sen. Mais cela peut conduire aussi à l'accroissement de la production forestière et à l'utilisation des excédents — les produits laitiers et autres aliments à forte teneur en protéines en particulier — par le Programme alimentaire mondial afin d'améliorer l'alimentation en général.

## La refonte des politiques agricoles

Une refonte des politiques agricoles européennes — qui tiendrait notamment compte du facteur humain — pourrait contribuer dans une mesure prépondérante au développement et à la prospérité de l'Europe, a reconnu la Conférence régionale

européenne de l'Organisation des Nations Unies l'alimentation et l'agriculture, en adoptant son rapport. Cette « refonte » permettrait à l'Europe « d'entretenir de meilleurs rapports de voisinage avec les pays d'outre-mer en voie de développement ».

En adoptant son rapport, la Conférence a constaté la nécessité de procéder à de profondes transformations de structures et à une adaptation des politiques agricoles aux conditions nouvelles de l'agriculture européenne. Ces transformations sont d'autant plus nécessaires que la production augmente rapidement et que l'amélioration des techniques accélérera encore le mouvement. Il semble, en outre, que l'on ne trouvera que lentement de nouveaux débouchés pour les produits agricoles européens.

Sans ces changements de structures destinées à réduire les coûts de production et l'élévation du rendement des terres et du capital, « les revenus des personnes actives en agriculture ne pourront suivre la progression continue que l'on prévoit à cet égard dans les secteurs non agricoles de l'économie », déclare le rapport.

La Conférence a souligné que toute politique agricole devrait s'intéresser plus à l'exploitant qu'à l'exploitation, car c'est « un être humain se heurtant à des problèmes personnels, passionnément attaché à la terre et dont le travail se confond avec son foyer ». C'est de ce principe que doivent s'inspirer « tous les programmes visant à améliorer le milieu où travaille l'agriculteur ».

Le principal objectif de toute politique doit donc être l'élévation des revenus agricoles à un rythme tel que l'écart entre l'agriculture et l'industrie soit aussi réduit que possible. L'un des principaux moyens pour parvenir à ce but est d'augmenter le rendement agricole.

La Conférence a discuté la situation agricole de l'Europe par rapport au reste du monde. Elle a admis qu'il y aura surproduction de nombreux produits agricoles européens pendant les années 1960. L'Europe occidenta-

## L'ONU contre la Chine populaire

La Chine a cessé le feu en Inde dans le courant de novembre, a-t-elle eu peur de se trouver isolée?

*Au moment où les Chinois envahissent l'Inde et occupent*

*Au moment où les Chinois envahissent l'Inde et occupent des milliers de kilomètres carrés de son territoire, le débat de l'ONU sur l'admission de Pékin les derniers jours d'octobre, s'est plutôt transformé en procès de l'agression de la Chine contre l'Inde, et le jugement intervenu compte davantage que le vote lui-même. Beaucoup de pays ont voté pour l'admission de Pékin plutôt par tradition et pour ne pas se déjuger qu'en raison d'une sympathie quelconque pour Mao Tse-toung : c'est ainsi que l'Inde elle-même a voté pour l'admission de Pékin, de même que la Yougoslavie, qui reste, après les Etats-Unis, la cible principale de la propagande chinoise.*

*La résolution soviétique demandant l'expulsion de l'ONU des représentants de Formose et l'admission à leur place de ceux de la Chine populaire n'a obtenu que 42 voix; 56 pays ont voté contre et 12 se sont abstenus. L'année dernière la même proposition avait été rejetée par 48 voix contre 36. Comme on le voit, le rapport de forces, loin d'évoluer au profit de la Chine populaire, lui est devenu moins favorable encore.*

*Parmi les pays qui ont voté contre l'admission de Pékin, en plus des Etats-Unis, de la France et de tous les Etats de l'Amérique latine — c'est-à-dire du groupe qui s'y est toujours opposé, — on trouve également quatorze pays francophones d'Afrique, à savoir le Congo (Léopoldville), le Ruanda et tout le groupe de l'Union africaine et malgache. L'année dernière ce groupe s'était abstenu. Pour l'admission de Pékin on trouve, en plus du bloc soviétique, la Grande-Bretagne et les pays scandinaves sauf l'Irlande, qui s'est abstenue.*

Il sera donc amenée à réduire ses importations de la zone tempérée aggravant ainsi le problème mondial de la surproduction.

Il est peu probable que l'Europe puisse trouver de nouveaux débouchés dans les pays à revenu faible. On ne peut pas non plus espérer qu'elle augmentera ses importations de produits tropicaux et semi-tropicaux en provenance de ces mêmes pays. Des délégués ont reconnu que les pays européens devraient étudier comment leurs excédents éventuels, et notamment ceux des produits laitiers et autres aliments riches en protéines, pourraient être utilisés par des programmes d'aide comme le Programme alimentaire mondial. Ils ont également admis que l'on pourrait libéraliser les échanges

internationaux par une réduction des droits de douane et des taxes internes qui frappent les produits tropicaux et qu'il conviendrait d'insister sur la nécessité d'organiser les exportations mondiales et de prendre des mesures pour stabiliser les prix. Ils ont toutefois suggéré aux pays en voie de développement de diversifier leur production exportable plutôt que de se cantonner dans la production de boissons, produits alimentaires et matières premières. Ils ont estimé également que ces pays devraient rechercher des marchés pour leurs produits manufacturés, notamment ceux qu'ils fabriquent avec leurs matières premières agricoles et leurs produits forestiers.

Selon la Conférence, les réformes des structures devraient être accompagnées d'une expansion du mouvement coopératif parmi les agriculteurs en ce qui concerne surtout l'utilisation au maximum de certains types de machines. Les agriculteurs devraient également obtenir une part plus importante de la marge de commercialisation et de transformation.

La Conférence a jugé que la population rurale devra diminuer au fur et à mesure que les entreprises agricoles deviendront plus rentables et que l'on assistera à un regroupement des exploitations. Il faut donc prévoir une éducation générale et un enseignement technique d'un niveau plus élevé afin d'orienter la jeunesse rurale vers l'industrie ou d'autres secteurs économiques.

La Conférence a pris connaissance de l'activité de la FAO en Europe et a fait des suggestions en ce qui concerne les priorités à observer. La discussion a notamment porté sur le problème posé par une épidémie de fièvre aphteuse d'un type africain qui risque de s'étendre à l'Europe. La Conférence a adopté une résolution par laquelle elle recommande aux Etats Membres de prendre « aussi rapidement que possible toutes les mesures nécessaires pour aider les pays menacés à lutter contre la maladie » et de s'efforcer « de mettre à disposition les fonds nécessaires pour financer les opérations ». La Conférence a appris à ce propos que le Conseil des Ministres de la Communauté Economique Européenne sera saisi de la question de la participation de la CEE à cette lutte contre la fièvre aphteuse lors de sa prochaine réunion qui se tiendra au début du mois prochain.

La Conférence a passé en revue le rôle que peut jouer la Campagne contre la faim de la FAO dans l'amélioration de la productivité, l'augmentation des revenus et le bien-être en général des populations partout dans le monde. Les délégués ont exposé la gravité du problème par la Campagne dans leur pays. Ils ont souligné la gravité du problème

de la faim et de la malnutrition dans le monde et insisté sur la contribution que le Congrès alimentaire mondial, qui doit se tenir au mois de juin 1963, pourra apporter à une meilleure compréhension du problème.

Au cours des discussions sur les programmes européens de formation professionnelle destinés aux pays en voie de développement, les délégués ont estimé souhaitable de consacrer de plus grandes ressources à l'assistance dans ce domaine. La Conférence a admis qu'en gé-

ral il fallait aider les pays en voie de développement à se doter de moyens de formation professionnelle et à utiliser les établissements supérieurs d'enseignement agricole existants pour la formation complémentaire. Une proposition a été faite pour que la FAO se mette en rapport avec le Fonds spécial des Nations Unies pour lui demander si elle pourrait obtenir annuellement un certain crédit en vue d'aider les centres de perfectionnement organisés en Europe au bénéfice de nombreux pays en voie de développement.



L'Eglise du Silence: Une chapelle en Moldavie (Roumanie)

## LES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES D'EUROPE AU XII CONGRES DE L'UFCE

*Le 12e Congrès de l'Union Fédéraliste des communautés Ethniques Européennes, réuni à Flensburg le 1er juin 1962,*

*Soulignant que le caractère distinctif de la culture européenne est la diversité qui résulte de la multiplicité des peuples et communautés ethniques européens, et que c'est cette diversité qui vaut à l'Europe d'être tellement riche en biens culturels et heu-*

*reusement préservée de l'uniformité.*

*Regrette que les institutions européennes qui se consacrent aux tâches de la future Europe Unie n'aient pas tenu compte de ce fait dans leurs efforts actuels mais fondent leurs travaux exclusivement sur les constructions étatiques traditionnelles, à caractère politique.*

Regrette surtout: a) que le Conseil de l'Europe ait négligé jusqu'à présent de s'occuper d'autre sminorités nationales que celles qui jouissent d'un statut garanti par plusieurs Etats, et ignore complètement l'existence de celles qui ne bénéficient pas de telles garanties et qui de ce fait auraient particulièrement besoin que les organisations internationales s'intéressent à elles.

b) que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe n'ait pas accordé jusqu'à présent le statut consultatif à l'UFCE, association commune des communautés ethniques européennes.

*Exprime l'espoir que les hommes d'Etat européens veuillent aujourd'hui — à la veille de la création définitive de l'unité européenne — tenir compte du fait qu'une Europe harmonieuse et amicale ne se réalisera que si tous les peuples et groupes ethniques sont admis à participer à sa construction.*

Le Congrès, à ce propos, estime important de souligner: 1) que les différends qui existent à l'heure actuelle dans certaines régions de l'Europe entre Etats et communautés ethniques ne se maintiennent que grâce au fait que ces communautés n'ont pas une situation politique adaptée; 2) que les peuples minoritaires sans Etat particulier ne tiennent nullement à se comporter en mouvements d'opposition, mais ont le désir sincère de collaborer de la même manière que les peuples majoritaires à la construction de l'Europe Unie; 3) qu'il est en conséquence désirable d'examiner avant l'établissement du futur Parlement des peuples européens, comment on peut y assurer une représentation convenable des peuples qui n'ont pas aujourd'hui leur propre Etat.

Pour ces raisons le Congrès recommande aux Assemblées compétentes de la communauté Européenne du Marché Commun, au Conseil de l'Europe, et aux Gouvernements des Etats libres d'Europe de consacrer à cet ensemble de problèmes une étude attentive et bienveillante.

## Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe va siéger à Paris le 17 décembre

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, réuni au niveau des Délégués sous la présidence de M. Durnin (Irlande) a siégé à Strasbourg du 22 au 26 octobre.

Les Délégués ont décidé de proposer aux Ministres de se réunir à Paris le lundi 17 décembre et que, le même jour, se tiendrait le Colloque annuel entre les Ministres et la délégation de l'Assemblée Consultative.

Au cours de la réunion qui vient de se terminer, les représentants des Ministres des Affaires Etrangères ont procédé à la discussion des textes adoptés par l'Assemblée Consultative au cours de ses dernières réunions ainsi que de ceux qui viennent d'être adoptés à Rome par la Conférence des Ministres Européens de la Justice et par celle des Ministres chargés de l'Education.

Après examen approfondi, plusieurs de ces textes ont été envoyés aux Gouvernements et aux institutions internationales compétentes. Donnant suite à la Recommandation de l'Assemblée Consultative sur l'action entreprise au niveau des Nations Unies pour la suppression des camps de réfugiés en Europe, il a été décidé que, lors de leur réunion du mois de décembre, les Ministres des Affaires Etrangères entendraient le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés.

Les travaux de la Conférence des Ministres Européens de la Justice ont longuement retenu l'attention des Délégués des Ministres qui sont convenus d'inscrire la question de l'élargissement du programme juridique du Conseil de l'Europe à l'ordre du jour de la prochaine session ministérielle. A cet effet, il a été décidé d'inviter M. Giacinto Bosco, Ministre italien de la Justice et Président de la Conférence à exposer les résultats de cette Conférence au Comité des Ministres.

Il a été décidé également qu'au cours de cette même session de décembre, la Convention européenne sur la responsabilité des hôteliers, l'Arrangement européen en vue de l'application de la Convention de 1961 sur l'arbitrage commercial international et enfin, celui créant un carnet européen international de bons de réparations d'appareils de prothèse pour mutilés de guerre, seraient ouverts à la signature.

Les travaux de la Conférence des Ministres chargés de l'Education dans les pays adhérant à la Convention Culturelle Européenne, ont été également étudiés.

## *bulletin européen*

Fondateur CONSTANTIN DRAGAN Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO  
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME  
Tél. 671.260

### ABONNEMENTS

Italie	Lires 2000	Etranger	Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR	5000	ABONNEMENT D'HONNEUR	10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Edité par: Europa S.à.r.l. et

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

**TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME**

**R O M E**

**Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN**

*ont collaboré...*

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Sénateur Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislaw KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUSKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORRETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.